

Direction de l'intérieur et de la justice Office des mineurs – OM

Hallerstrasse 5 Case postale 3001 Berne +41 31 633 76 33 kja-bern@be.ch www.be.ch/om

Exception selon l'article 24 LPEP: motivation du recours à des prestations résidentielles et ambulatoires relevant des prestations décidées d'un commun accord

Lorsqu'un enfant a besoin d'une prestation particulière d'encouragement et de protection qui n'est pas prévue au moyen d'un contrat, les services communaux peuvent, conformément à l'article 24 LPEP, attribuer à titre exceptionnel une prestation qui n'est pas fondée sur un contrat conclu avec l'Office des mineurs (OM). Dans un tel cas, le service communal concerné doit demander l'accord de l'OM au moyen du présent document, avant l'attribution de la prestation (dans les cas urgents, dans les cinq jours qui suivent l'attribution de la prestation).

Exception selon l'article 24 LPEP: motivation du recours à des prestations résidentielles et ambulatoires relevant des prestations décidées d'un commun accord

Exception selon l'article 24 LPEP: motivation du recours à une prestation résidentielle ou ambulatoire relevant des prestations décidées d'un commun accord qui n'est fournie ni par une institution cantonale ni en vertu d'un contrat prévu par l'article 15 LPEP

| Description de la prestation | |
|---|--|
| Prix mensuel de la prestation | |
| Motivation du recours à la prestation spécifique: | |
| | |
| | |
| | |